

Malgré la crise l'ESS réaffirme ses ambitions

par Eric Larpin



Comme chaque année, novembre sera le Mois de l'ESS. Il se déroulera dans un contexte particulier à cause de la crise sanitaire et économique et des évolutions et réflexions en cours dans le secteur : renaissance d'un secrétariat d'État, fusion d'ESS France et des chambres régionales de l'ESS, création du mouvement Impact France. Les acteurs lancent aussi la République de l'ESS, qui aura pour objectif

d'interpeler les candidats à la prochaine présidentielle sur la place qu'ils veulent donner à l'ESS dans le monde d'après. Et veulent voir les 1,3 milliard promis à l'ESS dans le plan de relance devenir réalité alors que de nombreuses entreprises du secteur sont menacées.

Jérôme_Rommé-AdobeStock

La présentation du [Mois de l'ESS 2020](#) a été l'occasion de la première manifestation publique d'ESS France, la chambre française de l'ESS, dans son nouveau format, c'est-à-dire après avoir fusionné cet été avec les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire. Las, ce lancement se fait dans un contexte un peu morose. Cette année le Mois de la fierté de l'ESS ne donnera lieu qu'à 300 manifestations au lieu de 1 900 l'an dernier, en grande partie pour des raisons sanitaires, mais aussi pour des raisons économiques.

6 propositions pour soutenir l'ESS

Cela n'a pourtant pas empêché le président d'[ESS France](#) d'annoncer des initiatives ambitieuses pour le secteur et de tirer le bilan de cette demi-année compliquée pour des acteurs à la fois en [première ligne](#) et sujets à des soubresauts économiques. Jérôme Saddier a lancé six propositions qui, il l'espère, seront finalement retenues dans la partie ESS du plan de relance et dans les crédits ESS du prochain projet de loi de finances. Il a d'ailleurs précisé que si 1,3 milliard était censé soutenir l'ESS dans le plan de relance annoncé en septembre, seulement 19 millions d'euros sont aujourd'hui stabilisés dans le budget du nouveau secrétariat d'État à l'économie sociale, solidaire et responsable...

« Nous faisons six propositions qui ont vocation à soutenir l'ESS aussi bien que la transition écologique. Parmi ces mesures, d'un côté, le renforcement des têtes de réseau, l'adaptation des plans emploi compétences et l'extension des avantages de la finance solidaire, et de l'autre, une taxe sur les activités polluantes fléchée vers le ré-emploi, un dispositif fiscal incitatif pour l'économie circulaire et le bénéfice du dispositif de l'IR-PME pour les entreprises de la transition écologique, comme Enercoop », a affirmé Jérôme Saddier.

Lancement de la République de l'ESS

La nouveauté pour ESS France est aussi que ces propositions doivent s'inscrire dans un cadre plus politique, avec le lancement de la République de l'ESS, qui aura pour objectif d'interpeler les candidats à la prochaine présidentielle sur la place qu'ils veulent donner à l'ESS dans le monde d'après.

« Pour le moment, l'ESS n'a pas été écoutée par les pouvoirs publics. À la demande du Haut Commissaire Christophe Itier, qui est donc remplacé par Olivia Grégoire, le Conseil supérieur de l'ESS avait travaillé sur ces propositions, qui n'ont pas trouvé de place dans les arbitrages du plan de relance. C'est une occasion manquée parce qu'on avait besoin de reconstruire l'économie autrement », poursuit Jérôme Saddier.

Des craintes pour les associations non employeuses

De son côté, Frédérique Pfrunder, déléguée du [Mouvement associatif](#), a rappelé les inquiétudes des associations à pouvoir participer à ce nouvel élan : « d'après les chiffres de notre enquête de l'été, 30 000 associations sont menacées par un dépôt de bilan et 55 000 autres craignent de ne pas pouvoir maîtriser leurs objectifs. Il a fallu se battre pour que les associations aient accès aux aides de droit commun. Mais les associations non employeuses qui supportent des charges n'ont accès à aucun dispositif de soutien. C'est pourquoi nous demandons la création d'un fonds de soutien transversal ». Le mouvement la République de l'ESS devrait utiliser une plateforme collaborative pour se faire connaître du grand public et organiser un grand événement en 2022.

Le Mouves devient Impact France

Au début du mois, et au bout de dix ans d'existence, le Mouves est devenu [Impact France](#). Celui-ci reste membre d'ESS France, même s'il accueillera parmi ses membres non seulement des entrepreneurs sociaux, mais aussi des entrepreneurs du secteur privé lucratif qui veulent s'engager dans la transition écologique. L'ambition est même forte d'embarquer un tiers des entreprises françaises dans la transition écologique et sociale dans les trois ans à venir !